Duplicata

RECEPISSE DE DEPOT

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE TARBES

6 RUE MARECHAL FOCH
65013 TARBES CEDEX
TEL 05.62.51.77.77 - FAX 05.62.51.77.87
MINITEL 36.17 INFOGREFFE - WWW.INFOGREFFE.FR

LEGI CONSEILS SUD OUEST
18 RUE MARECHAL FOCH
65000 TARBES

V/REF :
N/REF : 92 B 176 / 2007-A-1486

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE TARBES certifie qu'il a reçu le 12/11/2007,

P.V. d'assemblée du 05/10/2007
- NOMINATION D'UN CO-GERANT

Acte S.S.P. en date du 05/10/2007
- Cession de parts

Statuts mis à jour

Concernant la société

BALLOT-FLURIN APICULTEURS
Société à responsabilité limitée
23 BIS avenue du Mamelon Vert
65110 Cauterets

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2007-A-1486 le 12/11/2007

R.C.S. TARBES 388 150 906 (92 B 176)

Fait à TARBES le 12/11/2007,

Le Greffier

TRIBUNAL DE COMMERCE DE TARBES
(H.P.)

N86

BALLOT FLURIN APICULTEURS

SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE AU CAPITAL DE 7 622,45 EUROS
SIÈGE SOCIAL : 23 BIS, AVENUE DU MAMELON VERT 65110 CAUTERETS
REGISTRE DU COMMERCE & DES SOCIÉTÉS : TARBES 388 150 906

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

DU 05/ 10/ 2007

L'an deux mille sept,
Et le cinq octobre à quinze heures

Les associés de la **S.A.R.L. BALLOT FLURIN APICULTEURS**, société à responsabilité limitée au capital de 7 622,45 euros, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège social de la société, 23 bis, avenue du Mamelon Vert 65110 Cauterets, sur convocation de la gérance.

Les associés, en entrant en séance, ont émargé la feuille de présence, tant en leur nom propre qu'en leur qualité de mandataire.

L'assemblée est présidée par Madame Catherine Ballot-Flurin, gérante.

Sont présents :

. Catherine Ballot-Flurin, titulaire de 250 parts,
. Philippe Ballot, titulaire de 250 parts.

Le président constate que la feuille de présence fait apparaître que la totalité du capital est réunie et déclare qu'en conséquence, l'assemblée peut valablement délibérer et prendre toutes décisions à la majorité requise.

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

. la feuille de présence à laquelle sont annexés les pouvoirs des associés représentés,
. le rapport de la gérance,
. un exemplaire des statuts,
. le texte des projets de résolutions.

Puis le président rappelle l'ordre du jour de la présente assemblée :

. nomination d'un co-gérant,
. modification corrélative des statuts,
. pouvoirs.

Puis lecture est donnée du rapport de la gérance et la discussion est ouverte.

Un échange de vue s'instaure entre les associés.

Puis, personne ne demandant plus la parole, les résolutions suivantes sont mises aux voix:

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'assemblée générale nomme en qualité de co-gérant de la société et pour une durée illimitée, à compter du 1/ 10/ 2007 :

. Monsieur Philippe Ballot
demeurant à Lahitte Toupière 65700

Monsieur Philippe Ballot déclare accepter le mandat qui vient de lui être confié et n'être frappé d'aucune interdiction, déchéance ou incompatibilité d'exercer de telles fonctions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire décide, en conséquence de la résolution qui précède et de cessions de parts à intervenir, décide de modifier les articles 7 et 31 des statuts.

Article 7 : Capital Social

Le capital est fixé à 7 622,45 euros ; il est divisé en 500 parts de 15,2445 euros de nominal réparties, savoir :

. Madame Catherine Ballot-Flurin numérotées de 1 à 251	251 parts
.Monsieur Philippe Ballot numérotées de 252 à 500	249 parts
Total égal au total de parts composant le capital social	500 parts

<u>Article 31</u> : Nomination du Gérant

Les fonctions de gérants sont assurés sans limitation de durée par :

- Madame Catherine Ballot-Flurin
- Monsieur Philippe Ballot

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

<u>TROISIÈME RÉSOLUTION</u>

L'assemblée donne tous pouvoirs à la gérance pour effectuer les formalités de publicité et de modification au registre du commerce & des sociétés, requises pour l'exécution des présentes.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16 heures et le présent procès-verbal a été signé, après lecture, par les associés.

Catherine Ballot Flurin.





CESSION DE PARTS SOCIALES

Entre les soussignés :

. Monsieur Philippe Ballot
né le 9 février 1953 à Saint Meen le Grand (Ille et Vilaine)
époux de Madame Catherine Flurin avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté légale
demeurant à Lahitte Toupière 65700

ci-après dénommé "le vendeur",
d'une part,

et :

. Madame Catherine Flurin épouse Ballot
née le 16 décembre 1956 à Neuilly sur Seine (Hauts de Seine)
épouse de Monsieur Philippe Ballot avec lequel elle est mariée sous le régime de la communauté légale
demeurant à Lahitte Toupière 65700

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

Par acte sous seing privé en date à Cauterets du 26 juin 1992 enregistré à la recette de Lourdes le 6 juillet 1992 folio 1 bordereau 200/5 n°200, il a été constitué une société à responsabilité limitée dénommée "Ballot Flurin Apiculteurs", ayant son siège social 23 bis avenue du Mamelon Vert 65110 Cauterets, immatriculée au RCS de Tarbes sous le n°388 150 906.

La société a pour objet le négoce et la vente à la commission de miels et tous produits complémentaires, prestations de services en matière commerciale.

La société est propriétaire des fonds de commerce qu'elle exploite pour les avoir créés le 1er juillet 1992.

Le capital social est fixé à 7 622 euro et est divisé en 500 parts sociales, numérotées de 1 à 500 et réparties comme suit :

. Catherine Ballot Flurion	250 parts
. Philippe Ballot	250 parts
Total des parts	**500 parts**

PB 1

CBF

1. - CESSION DE PARTS

Par les présentes, Monsieur Philippe Ballot, soussigné de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à Madame Catherine Ballot Flurin, soussignée de seconde part, qui accepte, la pleine propriété de 1 (une) part sociale, numérotée 251, lui appartenant de la société Ballot Flurin Apiculteurs.

2. - PROPRIETE - JOUISSANCE

Le cessionnaire sera propriétaire des parts cédées et en aura la jouissance à compter de ce jour.

En conséquence, il aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts après cette date.

3. - CONDITIONS GENERALES

Le cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

Il reconnaît avoir reçu, avant ce jour :

. un exemplaire des statuts de la société, à jour, certifiés conformes par le gérant,

. un extrait des inscriptions au registre du commerce et des sociétés concernant la société dont les parts sont présentement cédées.

4. - PRIX - MODALITES DE PAIEMENT

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 15 (quinze) euro la part cédée, laquelle somme a été payée comptant séance tenante par Catherine Ballot Flurin à Philippe Ballot qui le reconnaît et en consent bonne et valable quittance.

5. - AGREMENT DES ASSOCIES

La présente cession, intervenant entre associés est, application de l'article 10.2 des statuts, dispensée d'agrément.

PB 2

CBF

6. - ORIGINE DE PROPRIETE

La part présentement cédée appartient à Monsieur Philippe Ballot pour l'avoir acquise de Monsieur René Flurin le 11 mars 1999.

7. - DECLARATIONS GENERALES

1□ - Les soussignés de première et seconde part déclarent, chacun en ce qui le concerne :

. qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective dans le cadre de la loi du 13 juillet 1967 ou de celle du 25 janvier 1985, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture,
. qu'ils sont résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger,
. et qu'ils ont arrêté directement entre eux et d'un commun accord le prix de la présente cession.

2□ - Le soussigné de première part déclare :

. qu'il n'existe de son chef, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition des parts cédées, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies,
. que les parts cédées sont libres de tout nantissement ou promesse de nantissement,
. et que la société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

8. - FORMALITES DE PUBLICITE

La présente cession sera rendue opposable à la société dans les formes prescrites par l'article 1690 du Code civil ou par le dépôt au siège social d'un original de l'acte de cession contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle ne sera opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et qu'après dépôt au greffe du Tribunal de commerce, en annexe au registre du commerce et des sociétés, de deux originaux du présent acte.

PB 3

CBF

9. - ENREGISTREMENT

Les parties déclarent que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du code général des impôts.

En conséquence, les droits de cession de droits sociaux sont dus au taux de 5.00 %, exigibles lors de l'enregistrement de la présente cession devant intervenir dans le mois des présentes.

10. - DECHARGE

Les parties déclarent et reconnaissent que le prix et les conditions de la présente cession ont été arrêtés directement entre elles.

Elles donnent décharge pure et simple au rédacteur, reconnaissant que l'acte a été établi par lui sur leurs indications, sans qu'il soit intervenu en rien dans la négociation ou la détermination des conditions de la cession.

11. - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le cessionnaire, qui s'y oblige.

Fait à LAHITTE
Le 5/6/07
En quatre exemplaires.

Cadre réservé à l'enregistrement

Enregistré à : POLE ENREGISTREMENT DE TARBES **Ext 4258**

Le 02/11/2007 Bordereau n°2007/1 352 Case n°10

Enregistrement : 25 € **Pénalités :**

Total liquidé : vingt-cinq euros

Montant reçu : vingt-cinq euros

L'Agente

BALLOT-FLURIN APICULTEURS

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
AU CAPITAL DE 7 622,45 EUROS

SIEGE SOCIAL : 23 BIS, AVENUE DU MAMELON VERT
65110 CAUTERETS

S T A T U T S

Statuts mis à jour le 5/10/04

LES SOUSSIGNES :

- Madame Catherine FLURIN, demeurant à LAHITTE TOUPIERE (65700) ;

Née le seize décembre mil neuf cent cinquante six à NEUILLY SUR SEINE (Hauts de Seine) ;
Epouse de Monsieur Philippe BALLOT, avec lequel elle est mariée sous le régime de la communauté légale, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de LAHITTE TOUPIERE le dix neuf janvier mil neuf cent quatre vingt quatre.

- Monsieur René FLURIN, demeurant 23 avenue du Mamelon Vert à CAUTERETS (65110) ;

Né le deux février mil neuf cent vingt et un à PARIS (17ème) ;
Epoux de Madame Annette VOREUX, avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté réduite aux acquêts le vingt huit mai mil neuf cent cinquante quatre à la mairie de PARIS (17ème), suivant contrat de mariage reçu par Maître THIBIERGE, Notaire à Paris, le onze mai mil neuf cent cinquante quatre.

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée qu'ils sont convenus de constituer.

ARTICLE PREMIER - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement une société à responsabilité limitée. Cette société est régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet, en France et dans tous pays :

- Toutes opérations commerciales se rapportant au négoce et à la vente à la commission de miels et tous produits complémentaires ;
. prestations de services en matière commerciale ;

- La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements se rapportant à l'une ou à l'autre des activités spécifiées ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;

A.F. P.F. C.B.

26 JUIN 1992

- La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises pouvant se rattacher à l'objet social ;

- Toutes opérations contribuant à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

" BALLOT-FLURIN APICULTEURS "

Dans tous documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - DUREE DE LA SOCIETE - EXERCICE SOCIAL

1°/ La durée de la société est fixée à cinquante années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

2°/ L'année sociale commence le premier avril et finit le trente et un mars.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au trente et un mars mil neuf cent quatre vingt treize.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 5- SIEGE

Le siège de la société est fixé :

23 bis avenue du Mamelon Vert - 65110 CAUTERETS

Il peut être transféré dans la même ville par simple décision de la gérance et partout ailleurs en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

P.D A.F.
C.B- A.F

ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

- Madame Catherine BALLOT-FLURIN apporte à la société une somme en espèces de Vingt Cinq Mille Francs, ci ..... 25 000 F

Monsieur Philippe BALLOT, intervenant aux présentes, ne demande pas à être personnellement associé.

- Monsieur René FLURIN apporte à la société une somme en espèces de Vingt Cinq Mille Francs, ci ..... 25 000 F

Soit ensemble, la somme totale de CINQUANTE MILLE FRANCS, ci ..... 50 000 F

Cette somme de CINQUANTE MILLE FRANCS a été, dès avant ce jour, déposée au CREDIT AGRICOLE, Agence de MAUBOURGUET (Hautes Pyrénées), à un compte ouvert au nom de la société en formation.

Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 7 - CAPITAL

Le capital est fixé à 7 622,45 euros ; il est divisé en 500 parts de 15,2445 euros de nominal réparties, savoir :

. Madame Catherine Ballot-Flurin numérotées de 1 à 251	251 parts
.Monsieur Philippe Ballot numérotées de 252 à 500	249 parts
Total égal au total de parts composant le capital social	500 parts

A.F. R.F. C.B.

ARTICLE 8 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL

Le capital peut être augmenté ou réduit dans les conditions et suivant les modalités fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10 doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Toute augmentation du capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction du capital par réduction du nombre de parts.

ARTICLE 9 - PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social et une voix dans tous les votes.

Sous réserve des dispositions légales rendant temporairement les associés solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports ; au-delà tout appel de fonds est interdit. Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé. Il en est de même de chaque nu-propriétaire. L'usufruitier exerce seul le droit de vote attaché aux parts dont la propriété est démembrée.

ARTICLE 10

Paragraphe 1. La cession des parts doit être constatée par écrit.
Elle est rendue opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.
Elle est rendue opposable par le dépôt au Greffe, en annexe au registre du Commerce et des Sociétés.

Paragraphe 2. Les parts sont librement cessibles entre associés.

Paragraphe 3. Les parts sociales ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit à des tiers non associés qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extra-judiciaire.

P.D. B.F. A.F. C.B.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus dans les trois mois de la notification du refus, faite par lettre recommandée avec accusé de réception, d'acquérir ou de faire acquérir les parts moyennant un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale desdites parts et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

Si, à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir de l'alinéa précédent, sauf dans les cas prévus par la loi.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cessions, alors meme qu'elles auraient lieu par adjudication publique, en vertu d'une décision de justice ou autrement, ou par voie de fusion ou d'apport, ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation d'une autre societé.

Paragraphe 4. Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision a l'intéresse, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrement du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales selon les dispositions de l'article 2078, alinéa ler du Code Civil, à moins que la société ne préfère après la cession racheter sans délai les parts en vue de réduire le capital.

Paragraphe 5. En cas de décès d'un associé ou de dissolution de communaute entre époux, la société continue entre les associés survivants et les ayants droit ou héritiers de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, ou avec l'époux attributaire de parts communes qui ne possédait pas la qualité d'associé, sous réserve de l'agrément des interessés par la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire. Dans les huit jours de la réception de ces documents, la gérance adresse à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint de l'associé décédé et du nombre de ses parts, afin que les associés se prononcent sur leur agrement.

En cas de dissolution de communauté, le partage est notifié par l'époux le plus diligent par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

A.F. PB. A.F. C.B.

26 JUIN 1992

A compter de l'envoi de la lettre recommandée par la société au cas de décès, ou de la réception par celle-ci de la notification au cas de dissolution de communauté, l'agrément est donné ou refusé dans les conditions prévues ci-dessus pour les cessions entre vifs.

Paragraphe 6. La gérance est habilitée à mettre à jour l'article des statuts relatif au capital social à l'issue de toute cession de parts n'impliquant pas le concours de la collectivité des associés.

ARTICLE 11 - DECES - INCAPACITE - LIQUIDATION DES BIENS - FAILLITE D'UN ASSOCIE

Le décès, l'incapacité, la liquidation des biens ou la faillite de l'un quelconque des associés n'entraînent pas la dissolution de la société, mais si l'un de ces évènements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

ARTICLE 12 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS

Les conventions intervenues entre la société et ses associés ou gérants sont soumises à contrôle dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société. Elles ne s'appliquent pas à celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés, autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique également à leurs conjoint, ascendants ou descendants ainsi qu'à toute personne interposée.

Les associés peuvent, du consentement de la gérance, laisser ou verser leurs fonds disponibles dans les caisses de la société en compte de dépôt ou compte courant. Les conditions d'intérêts et de fonctionnement de ces comptes sont fixées d'accord entre la gérance et les titulaires. Sauf cas particulier à soumettre à la décision des associés, aux conditions de majorité ordinaire, la gérance doit fixer les mêmes conditions pour tous les associés. Elle doit toujours réserver pour la société le droit de libération anticipée.

ARTICLE 13 - GERANCE - NOMINATION DES GERANTS

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, pris parmi les associés ou en dehors d'eux et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

ARTICLE 14 - POUVOIRS DES GERANTS

Chacun des gérants engage la société, sauf si ses actes ne relèvent pas de l'objet social et que la société prouve que les tiers en avaient connais-

C.B.

P.J. R.F A.F.

sance. Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés et à titre de mesure d'ordre intérieur, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément - sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue - pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles,les hypothèques et nantissements, la fondation de sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise d'intérêt dans ces sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire, sans toutefois que cette limitation de pouvoirs, qui ne concerne que les rapports des associés entre eux, puisse être opposée aux tiers.

ARTICLE 15 - OBLIGATIONS DES GERANTS - DELEGATIONS

Sauf dispositions contraires de la décision qui les nomme, les gérants ne sont tenus de consacrer que le temps nécessaire aux affaires sociales. Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

ARTICLE 16 - CESSATION DE FONCTIONS

Tout gérant, associé ou non, nommé ou non dans les statuts, est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales. Si sa révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts. En outre, le gérant est révocable par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Tout gérant peut résilier ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, ceci sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire. Les fonctions de gérant prennent également fin en cas d'incapacité physique ou mentale, d'absence ou d'empêchement quelconque mettant l'intéressé dans l'impossibilité de les assumer, ainsi qu'en cas d'incapacité ou d'incompatibilité résultant de la loi ou d'une décision de justice.

En cas de cessation de fonction par l'un des gérants pour un motif quelconque, la gérance reste assurée par le ou les autres gérants. Si le gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés nomme un ou plusieurs autres gérants, à la diligence de l'un d'entre eux.

ARTICLE 17 - TRAITEMENT DES GERANTS

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

A.F. R.S. P.J. C.B.

26 JUIN 1992

ARTICLE 18 - DECISIONS COLLECTIVES - FORME ET MODALITES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Ces décisions résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Toute assemblée générale doit être convoquée par la gérance ou à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, par lettre recommandée expédiée quinze jours au moins avant la réunion à chacun des associés à son dernier domicile connu. La convocation indique clairement l'ordre du jour de la réunion. Seules sont mises en délibération les questions qui y figurent.

Un ou plusieurs associés remplissant les conditions prévues par la loi peuvent demander la réunion d'une assemblée. A la demande de tout associé, le président du tribunal de commerce, statuant en référé, peut désigner un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

L'assemblée est présidée par le ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales ; en cas de conflit entre deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts, la présidence est assurée par le plus âgé. Une feuille de présence indiquant les noms et domiciles des associés et de leurs représentants ou mandataires, ainsi que le nombre de parts sociales détenues par chaque associé, est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée tient lieu de feuille de présence, lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à leur information. Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Tout associé a droit de participer aux décisions avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sous réserve des interdictions de vote pouvant résulter de la loi. Il peut se faire représenter par son conjoint, à moins que la société ne comprenne que deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé. Le mandat de représentation d'un associé ne vaut que pour une assemblée ou pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour. Il peut être également donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours. Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer à tous les votes sans être eux-mêmes associés.

Les procès-verbaux sont établis et signés dans les conditions fixées par les règlements en vigueur. Au procès-verbal d'une consultation écrite est

C. B.

P.A. R.F. A.F.

annexée la réponse de chaque associé. La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes de l'exercice et l'affectation des résultats. Au moyen de décisions ordinaires, les associés peuvent en outre, à toute époque, se prononcer sur toutes autres propositions concernant la société, pourvu qu'elles n'emportent pas modification aux statuts ou approbation de transmission de parts sociales soumise à agrément. Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, mais à la condition de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Les associés ne peuvent, si ce n'est pas une décision unanime, changer la nationalité de la société, obliger un des associés à augmenter son engagement social ou transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions.

En cas de transmission de parts sociales, les décisions d'agrément, lorsqu'elles sont nécessaires, doivent être prises aux conditions de majorité prévues à l'article 10.

La transformation en société anonyme ne peut être décidée si la société n'a pas établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices.

En cas de révocation d'un gérant désigné par les statuts, la modification corrélative de l'article où figurait son nom, conséquence matérielle de cette révocation, est réalisée dans les mêmes conditions que la révocation elle-même.

Toutes autres modifications des statuts sont décidées par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

ARTICLE 21 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES - EXPERTISE JUDICIAIRE

Les associés ont un droit de communication, temporaire ou permanent selon son objet dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires qui leur assurent l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de l'ensemble de leurs droits. La désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être faite selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 22 - CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Selon les conditions légales, le contrôle des comptes est exercé, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui accomplissent leur mission générale et les missions spéciales que la loi leur confie.

AF PRS RF CB.

26 JUIN 1992

ARTICLE 23 - ARRETE DES COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, la gérance établit les comptes prévus par la loi, au vu de l'inventaire des éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Les comptes annuels sont établis à chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation. Si des modifications interviennent, elles sont signalées, décrites et justifiées. Même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices, il est procédé aux amortissements et provisions nécessaires.

La gérance établit en outre un rapport de gestion.

ARTICLE 24 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur ce bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.
Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

ARTICLE 25 - PAIEMENT DU DIVIDENDE

Aucun dividende ne peut être mis en paiement avant approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables au moins égales à son montant. Les modalités de la distribution sont fixées par l'assemblée des associés ou, à défaut, par la gérance. La mise en paiement du dividende doit intervenir dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice. Ce délai peut être prolongé par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête à la demande de la gérance. Aucune répétition ne peut être exigée des associés pour un dividende distribué en conformité des présentes dispositions.

ARTICLE 26 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

ARTICLE 27 - PERTE DU CAPITAL SOCIAL - DISSOLUTION

Si les pertes constatées dans les documents comptables entament le capital dans la proportion fixée par la loi, la gérance est tenue de suivre, dans les délais impartis, la procédure légale s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de consulter les associés à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution anticipée de la société.

C.B.

R.F

P.B

A.F.

Même en l'absence de pertes, la dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 28 - LIQUIDATION

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée la société est en liquidation.

Sa personnalité morale subsiste pour les besoins de celle-ci jusqu'à sa clôture.

Les fonctions de la gérance prennent fin sauf, à l'égard des tiers, l'accomplissement des formalités de publicité. La dissolution ne met pas fin au mandat des commissaires aux comptes.

Les associés, par une décision ordinaire, nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et la rémunération.

Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination. Leur mandat, sauf stipulation contraire, leur est donné pour toute la durée de la liquidation.

La gérance doit leur remettre ses comptes avec toutes justifications pour approbation par une décision ordinaire des associés.

L'actif social est réalisé et le passif acquitté, les liquidateurs ayant, à cet effet, sous réserve des restrictions légales, les pouvoirs les plus étendus pour agir même séparément.

Pendant la liquidation, les liquidateurs doivent réunir les associés chaque année en assemblée ordinaire dans les mêmes conditions que durant la vie sociale. Ils consultent en outre les associés chaque fois qu'ils le jugent utile ou qu'il y a nécessité. Les associés exercent leur droit de communication dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

En fin de liquidation, les associés, à la majorité ordinaire, statuent sur le compte de liquidation, le quitus de la gestion des liquidateurs et constatent la clôture de la liquidation. Si les liquidateurs négligent de convoquer l'assemblée, le président du tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé peut, à la demande de tout associé, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation. Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du tribunal de commerce à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

L'actif net est partagé proportionnellement aux parts sociales.

Les règles concernant le partage des successions s'appliquent. Les associés peuvent toujours, d'un commun accord et sous réserve des droits des créanciers sociaux, procéder entre eux au partage en nature de tout ou partie de l'actif social. Tout bien apporté qui se retrouve en nature est attribué, sur sa demande et à charge de soulte, s'il y a lieu, à l'associé qui en avait fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle.

Tous les associés, ou certains d'entre eux seulement, peuvent aussi demeurer dans l'indivision pour tout ou partie des biens sociaux.

A.F. R.F. C.B. P.B.

26 JUIN 1992

ARTICLE 29 - CONTESTATIONS

En cours de vie sociale comme pendant la liquidation, toutes contestations, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction compétente.

ARTICLE 30 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Toutefois, les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour, pour le compte de la société en formation, par Madame Catherine BALLOT-FLURIN, tels que ces actes sont relatés dans l'état ci-annexé avec précision des engagements qui en sont la conséquence.

La gérance est expressément habilitée à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social, à l'exclusion de ceux pour lesquels l'article 14 requiert, pendant le cours de la vie sociale et dans les rapports entre associés, une autorisation de la collectivité des associés. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société après vérification par l'assemblée des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 31 : Nomination du Gérant

Les fonctions de gérants sont assurés sans limitation de durée par :

- Madame Catherine Ballot-Flurin
- Monsieur Philippe Ballot

B.F
PB A.F.
C.B.

La gérante ainsi nommée est tenue de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales. Elle ne peut, sans y avoir été préalablement autorisée par une décision ordinaire des associés, faire pour son compte personnel ou celui de tiers, aucune opération entrant dans l'objet social, ni occuper un emploi quelconque dans une entreprise concurrente.

ARTICLE 32 - PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi, et spécialement à Madame Catherine BALLOT-FLURIN, à l'effet de signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Lu et approuvé
C.R. Flurin

Fait à CAUTERETS
Le 26 juin 1992

En quatre originaux dont un pour être déposé au siège social, et les autres pour l'exécution des formalités requises.

Lu et approuvé

Lu et approuvé.
B Flurin

Lu et approuvé.
C Ballot

Enregistré à LOURDES, le - 6 JUIL. 1992
Fo 1 No 200 Bordereau N. 200/5
Reçu : Cinq cents francs

26 JUIN 1992

LISTE DES ACHATS EFFECTUES
POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE " BALLOT FLURIN APICULTEURS "

* * * *
* *

- 5 Juin 1992, STUDIO TWINS, dépliant ..... 20 731,00 F TTC
- 19 Juin 1992, RETIF, accessoires ..... 217,04 F TTC
- 20 Juin 1992, CASINO, matériel vidéo ..... 4 716,00 F TTC
- 20 Juin 1992, BRICORAMA, accessoires ..... 592,70 F TTC

***

A.F. R.F
PJ C.B.